

Concours d'entrée
Sciences-po
Province-Paris

Instituts
IEP
d'études politiques

RÉUSSIR L'ÉPREUVE

d'**HISTOIRE**

3^e édition - 2013

Xavier Colin

Ancien élève de l'École Normale
Supérieure (Ulm)
Agrégé d'histoire
Professeur en classes préparatoires aux
grandes écoles (Henri-Poincaré, Nancy)

Samuel Guicheteau

Agrégé d'histoire
Docteur en histoire
Professeur d'histoire
à l'université de Nantes

Thomas Hervouët

Agrégé d'histoire
Professeur en classes préparatoires aux
grandes écoles (Malherbe, Caen)

Stéphane Mazurier

Agrégé d'histoire
Docteur en histoire
Professeur en classes préparatoires
aux grandes écoles
(Camille-Jullian, Bordeaux)

Thomas Verclytte

Agrégé d'histoire
Doctorant en histoire (IEP Paris)
Professeur en classes préparatoires aux grandes écoles
(Michel-de-Montaigne, Bordeaux)

Sup'FOUCHER

Les informations fournies
sont celles existantes à la date
de la publication de l'ouvrage

Cartes : Gilles Alkan



« Le photocopillage, c'est l'usage abusif et collectif de la photocopie sans autorisation des auteurs et des éditeurs.

Largement répandu dans les établissements d'enseignement, le photocopillage menace l'avenir du livre, car il met en danger son équilibre économique. Il prive les auteurs d'une juste rémunération.

En dehors de l'usage privé du copiste, toute reproduction totale ou partielle de cet ouvrage est interdite. »

ISBN 978-2-216-12298-1 (nouvelle édition)

ISBN 978-2-216-11321-7 (1^{re} édition)

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, et, d'autre part, les analyses et courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (loi du 1^{er} juillet 1992 - art. 40 et 41 et Code pénal - art. 425).

Sommaire

Avant-propos	3
--------------------	---

L'histoire aux concours d'entrée

Partie 1 L'histoire aux concours d'entrée dans les instituts d'études politiques	7
---	----------

1► Quels concours? Quelles épreuves d'histoire?	8
2► Les programmes d'histoire	23
3► Annales des sujets d'histoire	30

Partie 2 La méthode de la dissertation	39
---	-----------

Partie 3 Les savoirs historiques	67
---	-----------

1► 1914-1945: le premier vingtième siècle ou «l'ère des catastrophes»	68
2► Le monde au lendemain de la Seconde Guerre mondiale	92
3► Développement, crise et mutation. Les évolutions économiques et sociales du monde de 1945 à 1990	107
4► Décolonisations et émergence des jeunes nations. De 1945 aux années 1980	129
5► Les relations internationales entre 1945 et 1991	154
6► Europe/Europes, de Yalta à Maastricht	180
7► La France de 1945 à nos jours	205
8► L'entrée dans le XXI ^e siècle: le monde de 1989 à nos jours	233

Partie 4 Dissertations: 22 exemples	261
--	------------

1► Les Français et la Grande Guerre	262
2► Le monde à la fin des années 1920: entre progrès et difficultés	266
3► Les régimes totalitaires en Europe, du tournant des décennies 1920-1930 à la fin de la Seconde Guerre mondiale	270
4► La France dans la Seconde Guerre mondiale	275
5► 1945: «Europe, année zéro?» (URSS incluse)	279
6► L'Asie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale	283
7► Les femmes en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord durant le second vingtième siècle	287
8► Les Français et l'État dans la seconde moitié du XX ^e siècle	291
9► La France et le Royaume-Uni face à la décolonisation	296

10	Le Tiers Monde a-t-il existé?	« Contenu disponible en ligne » *
11	La recherche d'une gouvernance mondiale (1945 à nos jours)	300
12	En 1948, Raymond Aron utilise la formule « paix impossible – guerre improbable ». Ce jugement est-il utilisable pour qualifier la période 1945-1991?	305
13	1968 dans le monde	309
14	Les révolutions industrielles dans le monde de 1850 à nos jours	314
15	Les relations franco-allemandes de 1945 à nos jours	318
16	Le président sous la V ^e République: institutions et pratiques	324
17	Le Parti communiste français dans la vie politique de 1920 à nos jours	328
18	Les droites sous la V ^e République	333
19	Les années 1970 en France, entre continuité et ruptures	« Contenu disponible en ligne » *
20	Le monde en 1989	337
21	Les États-Unis et le monde depuis 2001	341
22	Le modèle chinois entre Mao Zedong et Deng Xiaoping	« Contenu disponible en ligne » *

* À télécharger sur www.supfoucher.com

Partie 5 La méthode du commentaire de document 345

Alexandre Soljenitsyne, Discours américain	349
--	-----

Partie 6 Repères

Biographie	353	
1	Hannah Arendt	353
2	Willy Brandt	353
3	George H.W. Bush	354
4	George Walker Bush	354
5	Winston Churchill	355
6	Mohandas Karamchand Gandhi	355
7	Bill Gates	356
8	Charles de Gaulle	356
9	Mikhaïl Gorbatchev	357
10	Ernesto « Che » Guevara	357
11	Jean-Paul II, né Karol Wojtyła	358
12	John Fitzgerald Kennedy	359
13	John Maynard Keynes	359
14	Friedrich August von Hayek	359
15	Milton Friedman	259
16	Nelson Rolihlahla Mandela	360
17	Mao Zedong	360
18	François Mitterrand	361
19	Joseph Staline	361
Tableau synoptique	362	
Index (personnalités, faits, institutions, notions)	364	

2

Chapitre

Le monde au lendemain de la Seconde Guerre mondiale

I. Un monde détruit

II. Un monde nouveau

Problématique

Un quart de siècle après la fin de la Grande Guerre, le monde sort d'un nouveau conflit planétaire, plus long, plus barbare et plus international que le premier. En 1945, la victoire des Alliés – au premier rang desquels les États-Unis, l'URSS et le Royaume-Uni – sur l'Allemagne nazie, puis sur le Japon, déclenche des manifestations de joie dans le monde entier. Il n'en reste pas moins que des régions entières de la planète sont en ruines et que les corps et les esprits sont profondément marqués par cette déflagration.

À ce bilan tragique se superpose cependant l'espoir d'une ère nouvelle pour l'humanité, faite de paix, de prospérité et de justice. Beaucoup croient, après une guerre si terrible, en des « lendemains qui chantent », comme l'écrivait Gabriel Péri, résistant communiste, avant d'être fusillé par les Allemands le 15 décembre 1941.

- + Stéphane Courtois et Annette Wieviorka, *L'État du monde en 1945*, La Découverte, 2005.
- Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *1938-1948. Les années de tourmente : de Munich à Prague. Dictionnaire critique*, Flammarion, 1995.

Dates repères

22 juillet 1944 : accords de Bretton Woods

27 janvier 1945 : libération du camp d'Auschwitz par l'Armée rouge

4-11 février 1945 : conférence de Yalta

8 mai 1945 : capitulation de l'Allemagne signée à Berlin ; émeutes de Sétif en Algérie

26 juin 1945 : conférence de San Francisco : charte des Nations unies

17 juillet-2 août 1945 : conférence de Potsdam

6 et 9 août 1945 : bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki

2 septembre 1945 : reddition du Japon ; Hô Chi Minh déclare l'indépendance du Vietnam

20 novembre 1945-1^{er} octobre 1946 : procès de Nuremberg

Un monde détruit

A. L'hécatombe

1. Bilan global

La Seconde Guerre mondiale est le conflit le plus meurtrier de l'histoire avec au moins 55 millions de morts. Certains chercheurs américains évoquent même le chiffre de 72 millions, estimant que le nombre de victimes asiatiques est sous-évalué. Alors que la Grande Guerre avait tué 5 % de civils, ces victimes représentent plus de la moitié des pertes humaines entre 1939 et 1945. Cette situation inédite s'explique en premier lieu par les bombardements stratégiques aériens, frappant les centres industriels, les moyens de communication et les villes (afin d'anéantir le moral des populations). En ont été victimes notamment les Britanniques, pendant le Blitz de 1940-1941, et les Allemands : le bombardement de Hambourg - « Opération Gomorrhe » - a causé la mort d'environ 40 000 personnes en juillet-août 1943, celui de Dresde, en février 1945, a tué au moins 25 000 civils. En Asie, Tokyo a été à de nombreuses reprises la cible de l'aviation américaine, notamment en mars 1945 : 100 000 personnes sont tuées dans la nuit du 9 au 10. Le 6 août 1945, la bombe atomique lancée sur Hiroshima provoque instantanément la mort de 70 000 personnes ; trois jours plus tard, à Nagasaki, ce sont 40 000 vies qui disparaissent après le largage d'une deuxième bombe ; en outre, 200 000 personnes décèdent dans les mois et les années suivants, à cause des radiations.

La part importante des civils parmi les victimes de la guerre s'explique aussi par les tueries perpétrées en Europe et en Asie. Les nazis sont ainsi responsables de nombreux massacres de représailles contre des actes de Résistance, en France (Tulle, Maillé, Oradour), en Bohême (Lidice) ou en Italie (Fosses ardéatines, Marzabotto).

Le massacre d'Oradour-sur-Glane

Le 10 juin 1944, alors que le Débarquement a commencé depuis quatre jours et que l'armée allemande bat en retraite, la division SS *Das Reich* investit le village d'Oradour-sur-Glane, situé près de Limoges. Les femmes et les enfants sont rassemblés dans l'église ; les hommes dans des lieux publics et des granges. 642 habitants d'Oradour sont massacrés, 6 seulement parviennent à s'échapper. Symbole de la barbarie nazie, le village d'Oradour-sur-Glane a été laissé tel qu'il était à la suite du massacre.

En Chine, l'armée japonaise, qui s'était déjà rendue coupable à Nankin, en décembre 1937, d'un terrible massacre (entre 100 000 et 300 000 victimes), met en œuvre, à partir de 1942, l'opération *sankô sakusen*. Cette « politique des trois tout » consiste à « tout tuer, tout brûler, tout piller ». Orchestrée par le général Yasuji Okamura, elle provoque la mort d'environ 2,7 millions de Chinois.

Le nombre élevé de victimes civiles s'explique largement aussi par les déportations vers les camps de concentration et d'extermination. L'Allemagne nazie est ainsi responsable de la mort de plus de 5 millions de Juifs d'Europe et d'environ 300 000 Tziganes. À ce double génocide s'ajoute l'assassinat massif d'homosexuels et de handicapés.

Enfin, la guerre a entraîné plusieurs centaines de milliers de morts indirectes, dues à la malnutrition, aux privations, aux maladies. Les jeunes enfants et les personnes âgées en sont les principales victimes.

2. Une répartition très inégale

Doc.1

Les morts de la guerre (victimes du génocide des Juifs d'Europe inclus)

Pays	Pertes totales	Dont pertes militaires	En % de la population de 1939
URSS	26 600 000	8 600 000	14
Allemagne	6 000 000	4 000 000	8
Pologne	6 000 000	300 000	18
Japon	2 630 000	1 950 000	4,5
Yougoslavie	1 500 000	300 000	10,6
France	580 000	293 000	1,5
Roumanie	460 000	300 000	2,5
Grèce	460 000	74 000	7
Italie	444 500	284 500	1,2
Royaume-Uni	365 000	270 000	1
Etats-Unis	340 000	300 000	0,2
Pays-Bas	240 000	14 000	3
Belgique	100 000	11 000	1,2
Australie	-	21 000	0,3
Canada	-	45 000	0,3
Inde	-	50 000	-
Nouvelle-Zélande	-	19 000	0,6
Chine	n.c.*	450 000	n.c.

* Les estimations des pertes civiles chinoises vont de 6 à 10 millions.

L'Europe centrale et orientale est particulièrement touchée : principal théâtre d'opérations de la « guerre totale » à partir de 1941, l'URSS concentre à elle seule près de la moitié des victimes de la Seconde Guerre mondiale ; près d'un Polonais sur cinq a trouvé la mort. Les deux grands vaincus de l'Axe, l'Allemagne et le Japon, ont également payé un lourd tribut humain, tandis que les États-Unis n'ont à déplorer « que » 340 000 morts, dont 40 000 civils. Ces derniers forment, en revanche, l'immense majorité (95 %) des victimes en Pologne : presque 5 années d'une occupation d'une brutalité déterminée aboutissent à près de 5,5 millions de victimes civiles au total, dont 3 millions de Juifs (soit 9 sur 10). Le nombre de victimes du génocide est également très élevé pour la Tchécoslovaquie, la Hongrie, les pays baltes et bien sûr l'Allemagne. Le Danemark fait figure d'exception : la grande majorité des Juifs ont échappé à la déportation grâce à leur exfiltration vers la Suède, pays neutre.

La Chine demeure une inconnue statistique, même si l'on estime que l'occupation japonaise, à partir de 1937, a causé la mort de plusieurs millions de civils.

3. De gigantesques déplacements de populations

Tandis que plusieurs centaines de milliers de déportés et de prisonniers de guerre retournent dans leur pays d'origine, environ 13 millions d'Allemands résidant en Prusse, en Poméranie, en Silésie ou en Hongrie fuient vers l'Ouest, face à l'avancée de l'Armée rouge. De nombreux Soviétiques s'installent dans les territoires récemment conquis, pays baltes, Carélie ou Est de l'ancienne Pologne. Enfin, beaucoup d'Italiens quittent l'Istrie, région cédée à la Yougoslavie. Au total, on compte près de 25 millions d'Européens déplacés à la fin de la guerre.

B. Un bilan matériel effrayant

1. Un monde en ruines

Le bilan des destructions matérielles est accablant même s'il varie en fonction des États. Les combats au sol et les bombardements ont détruit des usines, des moyens de transport et parfois des villes entières. En Pologne, pratiquement trois-quarts des lignes de chemin de fer et des installations industrielles ont été anéanties. De nombreuses villes européennes ont été pratiquement rasées, comme Coventry, Le Havre, Caen, Hambourg ou Dresde. Au Japon, la situation est similaire pour Tokyo, Hiroshima ou Nagasaki. L'URSS reste toutefois le pays le plus touché, concentrant la moitié des dégâts totaux avec 70 000 villages et 1 700 villes détruits, ainsi que 28 millions de sans-abri. Dans le domaine agricole, 100 000 kolkhozes ont disparu, ainsi que le tiers du cheptel. Avec 7,5 millions de sans-abri, l'Allemagne sort, elle aussi, ravagée de la guerre, comme le montre le cinéaste néoréaliste italien Roberto Rossellini dans son film au titre évocateur *Allemagne, année zéro*, sorti en 1947. En Europe comme en Extrême-Orient, la question du logement est cruciale.

2. Une situation économique souvent critique

Dans de nombreux États belligérants, le niveau de production s'est effondré : en Allemagne et au Japon, il chute de 70 % par rapport à 1939. Par conséquent, c'est aussi le niveau de vie qui s'écroule : en Allemagne, la désorganisation complète de l'économie, notamment des circuits de ravitaillement, entraîne des désastres humanitaires, comme à Hambourg en 1946 avec une centaine de milliers de malades souffrant de malnutrition. La pénurie généralisée entraîne une inflation galopante, qui atteint plus de 30 % aux États-Unis, plus de 100 % au Royaume-Uni et jusqu'à 250 % en Italie. Dans ce contexte, le rationnement est maintenu, et le marché noir persiste. De plus, tous les pays belligérants sont très endettés en raison de leur participation à l'effort de guerre : la dette publique du Royaume-Uni a triplé durant le conflit, celle des États-Unis a quintuplé.

Cependant, quelques pays ont profité économiquement de la guerre. Au Canada et aux États-Unis, le chômage, très élevé depuis la Grande dépression des années 1930, a pratiquement disparu. Également à l'écart des combats, des pays comme l'Australie, le Chili, l'Argentine ou le Brésil bénéficient d'une forte croissance liée à leurs exportations vers les pays en guerre.

Il n'en demeure pas moins que la reconversion de l'économie de guerre en une économie de paix nécessite d'immenses efforts de reconstruction, alors que la misère et le chômage frappent des régions entières d'Europe et d'Asie.

C. Le poids moral de la guerre

1. D'Auschwitz à Hiroshima : des esprits traumatisés

La Seconde Guerre mondiale a franchi une nouvelle étape dans la barbarie et la banalisation de la violence. On pense ici aux bombardements des populations civiles, obéissant à une « stratégie de la terreur », mais aussi et surtout à l'univers concentrationnaire nazi. La découverte des camps de la mort, en 1944-1945, provoque l'effroi de l'opinion publique. Les rescapés sont hantés par les atrocités qu'ils ont vues et subies. Primo Levi, juif italien et chimiste de profession, offre son témoignage de survivant d'Auschwitz dans *Si c'est un homme*, paru en 1947. Par ailleurs, le traitement des prisonniers de guerre s'est souvent révélé en contradiction complète avec les conventions de Genève : c'est le cas pour les détenus soviétiques aux mains de la *Wehrmacht*, ou pour les prisonniers capturés par l'armée japonaise.

La marche de la mort de Bataan

Du 9 avril au 1^{er} mai 1942, entre 70 000 et 85 000 prisonniers de guerre américains et philippins sont contraints par les Japonais de marcher pendant près de 100 km en direction du camp d'internement O'Donnell, aux Philippines. Environ 20 000 d'entre eux meurent pendant le trajet, au cours duquel les prisonniers subissent actes de violence et humiliations. La marche de la mort de Bataan suscite une très vive émotion aux États-Unis.

La science et la technique ne semblent plus être des facteurs de progrès, mais des instruments de la terreur. La mise au point du Zyklon B a ainsi servi à l'extermination des Juifs dans les chambres à gaz. Des « médecins de la mort », comme Josef Mengele, ont procédé, dans les camps nazis, à de pseudo-expérimentations scientifiques sur des cobayes humains. Aux yeux de nombreux intellectuels, l'explosion de la première bombe atomique confirme que les valeurs humanistes sont anéanties. C'est encore une fois les découvertes scientifiques qui ont rendu possible cette tragédie : Albert Einstein, à l'origine du « projet Manhattan », le regrette profondément et s'engage dès lors dans un combat en faveur du désarmement. Cette arme de destruction à la puissance inédite provoque une réelle angoisse : l'humanité est désormais capable de s'autodétruire. Au lendemain de Hiroshima, Albert Camus le souligne avec force :

Le monde est ce qu'il est, c'est-à-dire peu de chose. C'est ce que chacun sait depuis hier, grâce au formidable concert que la radio, les journaux et les agences d'information viennent de déclencher au sujet de la bombe atomique. On nous apprend, en effet, au milieu d'une foule de commentaires enthousiastes, que n'importe quelle ville d'importance moyenne peut être totalement rasée par une bombe de la grosseur d'un ballon de football. Des journaux américains, anglais, français se répandent en dissertations élégantes sur l'avenir, le passé, les inventeurs, le coût, la vocation pacifique et les effets guerriers, les conséquences politiques et même le caractère indépendant de la bombe atomique. Nous nous résumerons en une seule phrase : la civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie. Il va falloir choisir, dans un avenir plus ou moins proche, entre le suicide collectif ou l'utilisation intelligente des conquêtes scientifiques.

Albert Camus, *Combat*, 8 août 1945

Le choc moral provoque également une exacerbation des antagonismes idéologiques. En Allemagne, l'Armée rouge se livre ainsi à de nombreuses exactions (viols, pillages...). Dans les anciens pays occupés par les nazis, les collaborateurs sont pourchassés et parfois lynchés. En France, par exemple, ils subissent, entre l'été et l'automne 1944, une « épuration sauvage », qui fait environ 9 000 victimes. Elle se caractérise aussi par l'humiliation publique des femmes ayant eu des relations sexuelles avec les Allemands.

2. Une justice de vainqueurs ?

Après quelques hésitations, les Alliés décident de juger les criminels de guerre nazis. Le 8 août 1945, les Accords de Londres, signés par les États-Unis, l'URSS, le Royaume-Uni et la France, mettent en place un Tribunal militaire international, dont la charte précise les chefs d'accusation : complot, crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Cette notion juridique nouvelle est définie de la sorte : « (...) l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation, et tout autre acte inhumain commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux, lorsque ces actes ou persécutions, qu'ils aient constitué ou non une violation du droit interne du pays où ils ont été perpétrés, ont été commis à la suite de tout crime rentrant dans la compétence du Tribunal, ou en liaison avec ce crime. ». Le procès s'ouvre le 20 novembre 1945 à Nuremberg, ville-symbole du nazisme, car c'est là que se tenait le Congrès annuel du NSDAP. 22 dignitaires du III^e Reich y comparaissent, ainsi que plusieurs organisations – comme la SS et la Gestapo – tandis que Martin Bormann, ancien chef de la Chancellerie, est jugé par contumace. Au terme de plus de 400 audiences publiques, le verdict est prononcé le 1^{er} octobre 1946.

De mai 1946 à novembre 1948, un autre Tribunal militaire international siège à Tokyo afin de juger 28 criminels de guerre japonais. Sept condamnations à mort sont prononcées, dont celles des anciens Premiers ministres Hideki Tojo et Koki Hirota. Cependant, l'empereur Hirohito, chef de l'État, n'est même pas auditionné, selon la volonté du général Douglas MacArthur, commandant suprême des forces Alliées au Japon, qui souhaite préserver la stabilité du pays.

L'absence d'un des principaux responsables des crimes commis par les Japonais, mais aussi de plusieurs dignitaires du régime nazi à Nuremberg – notamment Adolf Eichmann, organisateur de la « Solution finale », caché en Allemagne – soulève de nombreuses critiques. Plus largement, des voix s'élèvent pour dénoncer une « justice des vainqueurs », édictée par les grandes puissances, laissant de côté les autres nations en guerre contre l'Axe et ne mettant en accusation aucun acte commis par les Alliés. Il en est ainsi des crimes de guerre de l'Armée rouge, notamment lors de ses conquêtes de 1939-1940, comme le massacre de 20 000 Polonais, dont 4 500 officiers, à Katyn, au printemps 1940. De même, les bombardements anglo-américains de populations civiles à Dresde, Hambourg, Tokyo, Hiroshima ou Nagasaki auraient pu être considérés comme des crimes de guerre.

Toutefois, les procès de Nuremberg et de Tokyo ont permis l'émergence d'un droit pénal international, dont s'inspire aujourd'hui la Cour pénale internationale, fondée en 1998.

Le verdict du procès de Nuremberg

- Martin Bormann, chef de la Chancellerie, jugé par contumace : condamné à mort.
- Karl Doenitz, commandant de la *Kriegsmarine*, président du Reich du 1^{er} au 8 mai 1945 : 10 ans d'emprisonnement.
- Hans Frank, gouverneur général de Pologne : condamné à mort.
- Wilhelm Frick, ministre de l'Intérieur : condamné à mort.
- Hans Fritzsche, collaborateur de Goebbels au ministère de la Propagande : acquitté.
- Walther Funk, ministre de l'Économie et président de la *Reichsbank* : emprisonnement à perpétuité.
- Hermann Goering, maréchal du Reich, chef de la Luftwaffe et président du *Reichstag* : condamné à mort (se suicide avant son exécution).
- Rudolf Hess, numéro trois du parti et dauphin désigné d'Hitler jusqu'en 1941 : emprisonnement à perpétuité.
- Alfred Jodl, chef d'état-major de la *Wehrmacht* : condamné à mort.
- Ernst Kaltenbrunner, chef de l'Office central de la sécurité du Reich : condamné à mort.
- Wilhelm Keitel, commandant suprême des forces armées allemandes : condamné à mort.
- Konstantin von Neurath, ministre des Affaires étrangères jusqu'en 1938, protecteur de Bohême-Moravie : 15 ans d'emprisonnement.
- Franz von Papen, ancien chancelier, ambassadeur en Turquie : acquitté.
- Erich Raeder, commandant de la *Kriegsmarine* jusqu'en 1943 : emprisonnement à perpétuité.
- Joachim von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères : condamné à mort.
- Alfred Rosenberg, idéologue du Parti nazi et ministre des Territoires de l'Est : condamné à mort.
- Fritz Sauckel, responsable des déportations du travail : condamné à mort.
- Hjalmar Schacht, ministre de l'Économie avant 1937 : acquitté.
- Baldur von Schirach, chef des Jeunesses hitlériennes et gouverneur de Vienne : 20 ans d'emprisonnement.
- Arthur Seyss-Inquart, ancien chancelier autrichien et commissaire du Reich pour les Pays-Bas : condamné à mort.
- Albert Speer, architecte d'Hitler et ministre de l'Armement : 20 ans d'emprisonnement.
- Julius Streicher, directeur du journal antisémite *Der Stürmer* : condamné à mort.

II Un monde nouveau

A. La nouvelle donne géopolitique

1. Yalta ou le temps de la Grande Alliance

Avant même la capitulation allemande, les dirigeants des trois principales puissances Alliées se réunissent pour préparer l'après-guerre. La rencontre a lieu du 4 au 11 février 1945 à Yalta, station balnéaire au bord de la mer Noire, en Crimée soviétique. Joseph Staline*, secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique et maître du pays, reçoit Churchill*, Premier ministre britannique, et Franklin D. Roosevelt, président des États-Unis. Les trois hommes se sont déjà entretenus plus d'un an auparavant lors de la conférence de Téhéran (28 novembre-1^{er} décembre 1943). Pendant la conférence de Yalta, Staline* est en position de force : non seulement il est l'hôte, mais encore ses armées progressent rapidement sur le front de l'Est et se situent désormais à une centaine de kilomètres de Berlin. De leur côté, les Occidentaux n'ont pas encore franchi le Rhin. En outre, Roosevelt est très malade. Plusieurs décisions fondamentales sont prises : l'URSS s'engage à entrer en guerre contre le Japon trois mois après la capitulation allemande. En échange, elle obtient de la part du

Royaume-Uni et des États-Unis la garantie de ses frontières de 1941, c'est-à-dire résultant des annexions de la Pologne orientale, des pays baltes, de la Carélie et de la Bessarabie. Les trois Grands déterminent également le sort de l'Allemagne : celle-ci sera dénazifiée, démilitarisée et divisée en quatre zones d'occupation (Churchill* a obtenu que la France soit une puissance occupante, selon les vœux du général de Gaulle*). Par ailleurs, Yalta prévoit la tenue d'élections libres dans tous les pays d'Europe libérés du nazisme, ainsi que l'organisation à San Francisco, le 25 avril suivant, d'une nouvelle conférence visant à fonder une organisation politique internationale. Roosevelt, qui tient à ce projet, veut réussir là où Woodrow Wilson, avec la Société des Nations (SDN), avait échoué.

Durant les décennies suivantes, on a entretenu – notamment de Gaulle*, vexé de ne pas avoir été convié à la conférence interalliée – le mythe selon lequel Yalta a été un « partage du monde » entre les trois Grands. En fait, aucune zone d'influence n'y a été dessinée, même si l'emprise de Staline sur l'Europe de l'Est s'y trouve confortée. À titre d'exemple, le maître du Kremlin ne respecte pas du tout en Pologne la « déclaration sur l'Europe libérée » : le gouvernement provisoire de Lublin, qu'il a installé en juin 1944, n'organise pas d'élections démocratiques.

2. Potsdam et l'ère du soupçon

Du 17 juillet au 2 août 1945, les trois Grands se retrouvent à Potsdam, dans la banlieue de Berlin. Le III^e Reich a capitulé quelques mois plus tôt, mais la guerre continue dans le Pacifique. Staline* est toujours présent, mais Harry Truman a succédé à Roosevelt, décédé en avril. Quant à Churchill*, il est remplacé au cours de la conférence par Clement Attlee, nouveau Premier ministre britannique après la victoire travailliste aux élections législatives. L'Allemagne est au centre des débats : elle perd des territoires à l'Est, au profit de la Pologne et de l'URSS. On décide également d'y mettre en place les « 4 D » : démilitarisation, dénazification, décartellisation – c'est-à-dire le démantèlement des grands groupes industriels – et démocratisation. L'Italie perd toutes ses colonies africaines, ainsi que l'Albanie, qu'elle avait annexée en 1939. Enfin, les Alliés adressent un ultimatum au Japon pour exiger sa reddition. Alors que l'URSS s'apprête, comme convenu à Yalta, à déclarer la guerre à l'Empire nippon, Truman informe Staline* que les États-Unis disposent de la bombe atomique.

Le climat est tendu à Potsdam : les Occidentaux reprochent à Staline* d'empêcher la tenue d'élections libres dans les pays occupés par l'Armée rouge. Quelques semaines plus tard, les États-Unis mettent fin à la loi prêt-bail, dont bénéficiait Moscou depuis 1941.

3. La nouvelle carte du monde

En Europe, comme l'avaient prévu les conférences interalliées, l'Allemagne perd tous ses territoires à l'Est de la ligne Oder-Neisse, au profit de la Pologne et de l'URSS, qui récupère la région de Königsberg (rebaptisée Kaliningrad en 1946) en Prusse-Orientale. Elle subit l'occupation militaire des quatre vainqueurs de la guerre. Sa capitale, Berlin, connaît la même division quadripartite. L'Autriche est détachée de l'Allemagne – qui l'avait annexée en 1938 – et est également divisée en quatre zones d'occupation, ainsi que sa capitale, Vienne. L'Italie perd l'Istrie au profit de la Yougoslavie et le Dodécannèse au profit de la Grèce. La Bulgarie, qui a rejoint les Alliés en septembre 1944, récupère la région roumaine de la Dobroudja. C'est l'URSS qui bénéficie des gains territoriaux les plus importants et d'une spectaculaire avancée vers l'Ouest : outre les territoires conquis grâce au pacte germano-soviétique (Carélie, pays baltes, Pologne orientale, Bessarabie et Bucovine du Nord), elle s'empare de la Ruthénie subcarpatique que lui cède la Tchécoslovaquie en juin 1945.

L'Europe de l'après guerre

